

**Séance ordinaire du  
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité  
Préemption du fonds de commerce 1 rue d'Alger  
Rétrocession à Monsieur Laurent CHAMOT  
Création d'un bistrot à pâtes**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et de son décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Dans ce cadre, par décision en date du 19 décembre 2012, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LE MEKONG, situé 1 rue d'Alger et cadastré section EW n°11, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal, par délibération du 15 décembre 2016, a initié la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 1 rue d'Alger et a approuvé le cahier des charges de la cession en vue de trouver un repreneur pour ce local.

La Ville souhaite renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le local est situé à proximité de la tour de la Babote et du boulevard de l'Observatoire. La rue d'Alger assure la connexion entre le parking Saint Roch, la tour de la Babote et les halles Laissac, bientôt reconstruites, dans le prolongement avec les boulevards du Jeu de Paume et de l'Observatoire.

La situation privilégiée du local, aux croisées de deux axes reliant la gare, le parking Saint Roch et les halles Laissac, lui ouvre plusieurs possibilités dans le domaine des commerces dits traditionnels et de proximité, tels que traiteur, restauration, vente de pâtisserie et de pain, vente de produits alimentaires régionaux, chocolatier, confiseur, prêt à porter et accessoires de mode, maroquinerie, équipement de la maison, activités artistiques et artisanales et tous autres projets commerciaux de nature à apporter vitalité et animation.

L'appel à projet lancé par la Ville a permis le dépôt d'un dossier de candidature.

La candidature porte sur le projet de restauration de Monsieur Laurent CHAMOT, demeurant 570 rue de Bugarel à Montpellier, sous l'enseigne « LA FABRICA ». Le concept envisagé est la fabrication de pâtes fraîches et pâtes farcies avec un espace « bar à jambon et charcuteries fines italiennes », antipasti, bruschettas et risotto.

L'offre de Monsieur Laurent CHAMOT répond aux objectifs poursuivis par la Ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce. Le projet commercial apparaît qualitativement satisfaisant et amène de la diversité dans l'offre « restauration » de ce quartier. L'objectif de ce professionnel est de créer un espace convivial et chaleureux à destination notamment des habitants du quartier. L'approche économique envisagée semble cohérente et le futur exploitant présente les qualifications requises pour l'exploitation d'un tel commerce.

L'offre en valeur est légèrement inférieure au montant initialement envisagée de 25 000 €. Le prix proposé est de 23 000 € mais conforme à l'évaluation des Domaines.

Considérant qu'après un premier appel à candidature infructueux, cette seconde procédure n'a généré qu'une candidature, il est proposé au Conseil municipal de retenir cet acquéreur.

La régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermie en fonction de la décision définitive du bailleur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la rétrocession du fonds de commerce du local situé 1 rue d'Alger pour un prix de 23000 € net vendeur, à Monsieur Laurent CHAMOT ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité de restauration italienne ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 22 décembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171221-22501-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 28/12/17  
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.